

Coup de filet massif dans le milieu de la pêche

Plus de cent personnes ont été arrêtées en Thaïlande pour avoir organisé du travail forcé dans la filière de la pêche, a annoncé lundi la police. Les autorités se montrent plus fermes depuis que l'Union européenne a menacé de sanctions son industrie de la pêche.

Les interpellations ont été motivées par des motifs de violations du droit du travail et de trafic d'êtres humains. La police thaïlandaise a du reste précisé qu'elle avait ainsi pu venir en aide à environ 130 employés qui travaillaient dans des conditions indignes à bord de navires ou dans des usines.

Plusieurs rescapés de ces bateaux ont raconté des conditions de travail terrifiantes, des violences et même des meurtres en mer. Il s'agit notamment de travailleurs sous-payés de pays voisins, Birmanie et Cambodge. Des ONG accusent certains responsables thaïs d'accepter des pots-de-vins pour laisser faire ces abus.

Sanction européennes possibles

Bruxelles avait décerné au troisième producteur mondial de produits de la mer un «carton jaune», procédure pouvant déboucher sur la fermeture du marché européen aux exportations de ces produits, principalement le thon et les crevettes, si le pays ne faisait pas le ménage dans sa filière, notamment en termes de pêche illégale et de travail forcé.

Une délégation de Bruxelles s'était rendue dans le royaume le mois dernier pour évaluer la situation, mais n'a pas indiqué quand l'UE rendrait sa décision sur un éventuel boycott, qui pourrait coûter un milliard de dollars par an à la Thaïlande.

D'où la hâte du régime à démontrer la mise au pas d'un secteur accusé de trafic d'êtres humains et d'esclavage, notamment de travailleurs sous-payés de pays voisins, Birmanie et Cambodge, mais aussi de captures illégales.

Source : <http://www.tdg.ch/economie/Coup-de-filet-massif-dans-le-milieu-de-la-peche/story/15060899>